



Austérité Un choix politique

Les provocations de Macron sur le statut des fonctionnaires est dans la droite ligne des politiques de restrictions budgétaires justifiées par la crise de la dette publique. En réalité, nous assistons à un transfert massif de la richesse produite vers les plus favorisés.

En France, ces politiques ont un écueil de taille : la présence des services publics, même affaiblis par des années de politiques libérales, au plus près des citoyens.

Nous ne défendons pas les services publics et le statut des fonctionnaires par idéologie. Nous les défendons car ils sont la garantie de l'égalité de traitement des usagers, ils sont le socle d'une république sociale que nous appelons de nos vœux.

Manifester le 8 octobre est, pour les agents territoriaux, la manière de promouvoir et de défendre une certaine idée de la société, celle de l'égalité, de la démocratie sociale et du partage des richesses.

Le gouvernement partage les richesses, au bénéfice des plus riches !

Pour les patrons	Pour les citoyens et les agents territoriaux
<p>Les entreprises ont déjà bénéficié de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> 20 milliards, sans contrepartie au titre du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi. <input type="checkbox"/> 30 milliards dans le cadre du pacte de responsabilité. <p>= 50 milliards volés par les patrons</p>	<p style="text-align: center;">Et pour nous ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> 11 milliards pris aux collectivités territoriales. <input type="checkbox"/> 18 milliards pris à l'Etat <input type="checkbox"/> 10 milliards pris à la sécu et à la santé <input type="checkbox"/> 11 milliards pris à la protection sociale (famille et retraite) <p style="text-align: center;">= 50 milliards volés !</p>
<p style="text-align: center;">Conséquences</p> <p>Une augmentation considérable des bénéfices sous forme de distribution de dividendes. Le pillage des services publics va s'accélérer et une véritable dictature des actionnaires se voit renforcée par ces décisions gouvernementales.</p>	<p style="text-align: center;">Conséquences</p> <p>A terme, la fonction publique pourrait voir des centaines de milliers de poste supprimés. Privatisations, suppressions de services publics, baisse des salaires, fin de la gratuité, hausse du temps de travail sont les conséquences possibles de cette cure d'austérité</p>

stop à l'austérité, oui à de nouvelles conquêtes sociales pour sortir de la crise !!!

Le service public et ses agents sont une richesse au quotidien au plus proche de la population.

La dépense public est quantifiée...pas ce qu'elle produit comme par hasard !!!!...Quand on veut tuer son chien...on dit qu'il a la rage !!! Pour faire produire ce que produit le service public en passant par le privé cela coûterait beaucoup plus cher car premièrement le service rendu n'est pas le même et deuxièmement il faut payer la part qui revient aux profits. Les fonctionnaires sont une richesse pour la société par leurs compétences, leur sens du service public. Le service public est utile à tous à commencer pour les patrons qui sont bien contents de disposer de salariés formés, éduqués, en bonne santé pour les exploiter et des infrastructures adaptées à leur activité payées par l'impôt de tous, en particulier celui des salariés et bien sûr pour la plupart des salariés et l'ensemble de la population.

Vous avez entendu ? « Il faut faire des économies...il faut faire des économies !!!! »

Voilà ce qu'on entend à longueur de journée...On nous demande même dans les collectivités de donner des idées à nos chers (très chers) décideurs. Le constat est que cette demande trouve un écho auprès de certains collègues. Ce n'est pas étonnant, car dans nos collectivités respectives nous sommes régulièrement témoins de gaspillages qui pourraient être évités, ils nous semblent naturel de participer...seulement...les décisions d'économies ne sont pas celles attendues. Elles sont imposées autoritairement et sont le fruit de raisonnements à court terme qui conduisent à des choix aussi mauvais que leurs auteurs.....

Des économies... mais pour quoi faire ???

Pour résorber la dette de l'état nous dit-on...mais est-ce bien le but ?...Aucun agent public ne doit de l'argent à l'état. C'est plutôt lui qui nous en doit pour ne prendre que le blocage du point d'indice à 4,63 euros depuis juillet 2010. L'état a transformé la dette privée issue de la crise de 2008 en dette publique. **Il a repris toute les créances pourries des banques pour leur sauver la mise sans que cela ne leur coûte rien.** Depuis cette date les profits des banques

exploitent...ils ne servent pas à payer la dette qu'ils ont gracieusement cédée à l'état avec sa complicité. Non bien sûr !!!!...Ces profits et les facilités donner aux banques pour emprunter à un taux très faible à la BCE servent-elles à relancer l'économie, les investissements privés et publics ?...Bien sûr que non !!! C'est plus facile et plus rentable de continuer à spéculer...avec au bout le risque d'un atterrissage forcé de l'économie dont les victimes désignées seront les salariés et les plus faibles. La dette publique a encore de beaux jours devant elle avec une telle politique.

Cette dette est surtout une aubaine pour tous les rapaces du capital !!!

D'une pierre la finance fait deux coups ...et se frotte les mains. Premier coup : grâce à ce contexte d'endettement, le capital sent qu'il devient possible de faire accepter des reculs importants aux salariés : mise en cause du statut de la fonction publique, des droits de l'ensemble des salariés : salaires , conventions collectives, retraites, protection sociale, code du travail...Ils rêvent de passer tous les droits des salariés à la moulinette. Deuxième coup, le capital vampirise l'état : patrimoine, substitution du privé au public, augmentation des subventions sans contreparties, baisse des impôts pour les plus riches etc...

Accepter ce dictat....ne nous protégera de rien... bien au contraire...car ce marché de dupe est sans fin avec des conséquences prévisibles : augmentation du chômage, de la précarité, la dégradation des conditions de travail, la baisse des salaires, l'intensification du travail et l'usure physique et mentale des salariés qui restent au travail. Nous devons relever la tête.... porter nos revendications et ne surtout pas les taire. Ce sont des dépenses en plus...oui, mais des dépenses utiles et nécessaires contrairement au puits sans fond de la finance.

Nous sommes nombreux...présents partout...nous pouvons imposer d'autres choix !!!!

A l'appel de CGT FSU Solidaires UNEF

Jeudi 8 Octobre 2015

Grève

Manifestation interprofessionnelle

Place Arnaud Bernard

10 h 30

